

Recherches féministes de la fin des années 1980 : des voix/voies multiples et convergentes

Huguette Dagenais

Volume 2, numéro 2, 1989

Convergences

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057557ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057557ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dagenais, H. (1989). Recherches féministes de la fin des années 1980 : des voix/voies multiples et convergentes. *Recherches féministes*, 2(2), 1–13. <https://doi.org/10.7202/057557ar>

Résumé de l'article

Dans cette introduction, l'auteure présente, en soulignant les convergences, les sept articles et notes de recherche consacrés respectivement au pouvoir dans les petits groupes mixtes (S. Landry), aux itinéraires familiaux et professionnels des femmes gestionnaires (C. Andrew, C. Coderre, A. Daviau et A. Denis) et des fermières (A.-M. Rieu), au féminisme chrétien du début du XX^e siècle (M.-A. Cliche), à la théorisation de l'existence lesbienne (L. Chamberland), au développement d'une sémiotique féministe (M. Beauregard) et aux femmes dans le monde de la littérature (M.-J. des Rivières; P. Dionne et C. Théry). Malgré cette diversité de thèmes, de cadres théoriques et de méthodes, l'auteure note, en effet, des convergences dans l'attention portée à la dimension politique des rapports sociaux de sexe, tant au niveau micro que macrosocial, et dans la prise en compte par les chercheuses de la complexité des vies de femmes, du changement social et des résistances au changement. Elle termine en insistant sur la nécessité de préciser davantage les définitions et la terminologie désignant les divers niveaux, lieux et manifestations de pouvoir si l'on veut éviter la confusion dans l'évaluation du changement social.

INTRODUCTION

La recherche féministe des années 1980 : des voix/voies multiples et convergentes

Huguette Dagenais

Il n'est pas facile de présenter d'une manière cohérente les contributions spontanées à un numéro de revue. Comment souligner les points communs et les convergences, identifier un fil conducteur sans imposer une grille de lecture et, surtout, sans trahir la pensée des auteures ? Voilà le défi devant lequel je me suis trouvé. Ce n'est donc pas sans une certaine appréhension que j'ai entrepris cette introduction. Cependant, je dois admettre que la tâche s'est avérée moins lourde que prévu; non seulement les huit contributions de ce numéro contiennent-ils toutes des pistes et des informations inédites, mais, à mon sens, des convergences réelles existent entre elles.

Des convergences théoriques et méthodologiques

En effet, malgré leurs horizons disciplinaires variés et la diversité de leurs thèmes, niveaux d'analyse, méthodes et styles d'écriture, toutes les auteures abordent, plus ou moins directement, plus ou moins explicitement, les rapports des femmes au pouvoir. Ainsi, alors que le pouvoir interpersonnel est l'objet même de la recherche de Simone Landry, et que Caroline Andrew, Cécile Coderre, Andrée Daviau et Ann Denis s'intéressent à des femmes qui occupent des postes comportant l'exercice du pouvoir, Anne-Marie Rieu, avec les agricultrices, et Marie-Aimée Cliche, avec les féministes chrétiennes du début du siècle, examinent les itinéraires et les stratégies de femmes considérées comme mineures légalement et autrement. C'est également un groupe de femmes en situation de minoritaires, les lesbiennes, dont Line Chamberland entreprend la théorisation. Et que dire des femmes dans la littérature ! Les rapports sociaux de sexe se retrouvent aussi dans le contenu que les magazines féminins, comme *Châtelaine* étudié par Marie-José des Rivières, proposent à leurs lectrices. Aussi, la riche production des écrivaines féministes ne doit-elle pas nous faire oublier le peu de place que les femmes occupent dans ce champ, non seulement en tant qu'auteures mais aussi en tant qu'éditrices et diffuseuses. Sur tous les plans, à tous les niveaux, comme le constatent Pierre Dionne et Chantal Théry, le monde littéraire est dominé par des hommes. Mais Micheline Beauregard apporte tout de même une lueur d'espoir en montrant qu'il est possible de subvertir même la sémiotique greimassienne, une problématique apparemment « irréconciliable » avec l'analyse féministe.

Thérèse Landry a observé et analysé l'émergence du leadership, les stratégies de pouvoir et leur impact différentiel selon le sexe, dans trois petits groupes naturels et mixtes, des groupes restreints du type de ceux dont nous avons toutes l'occasion de faire partie dans nos milieux professionnels, nos syndicats, etc. Son article présente la démarche et les résultats d'une recherche exploratoire réalisée auprès de 21 étudiantes et étudiants de l'Université du Québec à Montréal. Landry définit le pouvoir interpersonnel comme « la capacité d'amener une ou plusieurs personnes à faire ce que l'on veut qu'elle(s) fasse(nt) », l'influence comme l'« utilisation de cette capacité », et le leadership comme « l'apanage de la ou des personnes qui ont le plus d'influence sur l'orientation de l'action du groupe dans le sens de l'attente de ses objectifs ». Le modèle de développement du groupe restreint qu'elle a développé s'oppose à ceux, bien connus, reposant sur le postulat fonctionnaliste de complémentarité. Selon ces modèles, les hommes exerceraient un leadership de type instrumental, tourné vers la tâche à accomplir (un « vrai » leadership), et les femmes, un leadership de type socio-émotif. Mais l'auteure ne s'est pas contentée d'identifier les faiblesses méthodologiques et théoriques des approches en vigueur, elle n'a pas hésité à en élaborer une nouvelle qu'elle nous expose ici. Dans cette nouvelle approche, elle a combiné méthodes qualitatives et quantitatives et, surtout, elle a intégré, en tant que facteur, le statut social présumé de chaque membre du groupe selon son sexe. Cela lui a permis de prendre en compte, par exemple, les attentes plus grandes à l'égard des hommes et la survalorisation de leurs comportements. De plus, pour la collecte de ses données, elle a développé une grille d'observation originale et complexe, grille qu'elle considère d'ailleurs comme l'élément le plus novateur de sa démarche. Les personnes peu familières avec ce type de recherche (dont je suis) seront peut-être, au premier abord, rebutées par le caractère technique de l'exposé, mais cette impression s'estompera rapidement. Non seulement le sujet est-il éminemment pertinent pour toutes et chacune de nous¹, mais les résultats de la recherche sont de nature à faire avancer la réflexion féministe sur le leadership et sur le pouvoir.

L'article d'Andrew, Coderre, Daviau et Denis présente aussi des résultats et des pistes de réflexion d'une grande importance. Les auteures ont étudié les itinéraires professionnels et familiaux de 214 gestionnaires (cadres supérieures et intermédiaires) québécoises et ontariennes travaillant dans la fonction publique et dans de grandes entreprises. Les résultats sont intéressants à plus d'un titre. Sur les plans méthodologique et théorique, ils font apparaître, par exemple, la nécessité de distinguer maternité et conjugalité, cette dernière se combinant apparemment mieux avec l'exercice de la profession de gestionnaire que la maternité. Les auteures soulignent également l'importance du « phénomène de générations », les jeunes gestionnaires ayant moins souvent que leurs aînées interrompu leur activité professionnelle suite à une maternité et cette interruption coïncidant souvent avec une reprise des études. Mais c'est sans doute dans le partage des tâches domestiques que les changements et les résistances ressortent le mieux. En effet, la moitié des répondantes estiment que leur conjoint participe d'une manière égale aux tâches domestiques et elles sont plus optimistes encore, en ce qui concerne le soin aux enfants. Cependant, plusieurs reconnaissent par ailleurs que celui-ci préfère nettement le soin des enfants aux tâches ménagères et qu'en conséquence « la planification du travail domes-

tique » demeure leur responsabilité à elles. Ces résultats confirment donc une fois de plus la pertinence de la distinction à établir entre conjugalité et maternité mais, surtout, ils illustrent on ne peut mieux, les formes plus subtiles qu'adoptent de nos jours les résistances masculines au changement.

Avec une approche similaire à celle des quatre auteures précédentes, soit l'étude des itinéraires féminins, Anne-Marie Rieu en France s'est intéressée à une catégorie de femmes dont la vie est bien différente de celle des gestionnaires, les agricultrices. Dans son article, Rieu compare la situation des agricultrices à celle de leurs mères et surtout à celle de leurs conjoints, puis elle illustre par deux cas concrets, ceux de Roselyne et de Simone, les spécificités de la vie des femmes en agriculture. L'étude des itinéraires ou trajectoires s'avère encore une fois féconde. Elle permet à l'auteure de démontrer que « la temporalité » est différente pour les hommes et les femmes : le parcours professionnel des agriculteurs « fonctionne en symbiose » avec l'histoire de l'exploitation alors que celui des agricultrices est intimement et inextricablement lié à l'histoire familiale. Le caractère mythique de la conception de l'agriculture comme un métier de couple apparaît ici clairement; il en est de même du postulat d'unité du ménage (*household*) ou de la famille. L'auteure montre de plus que, renforcée par le mode patrilinéaire d'héritage, la résidence virilocale, la cohabitation avec les beaux-parents et la division sexuelle du travail sur la ferme même, l'association des femmes aux tâches domestiques et familiales plutôt qu'au travail agricole proprement dit, ralentit, jusque dans la conscience des agricultrices elles-mêmes, la reconnaissance de leur travail professionnel et de leur apport au patrimoine. Aussi, en France comme au Québec, la question du statut professionnel est-elle actuellement au centre des préoccupations des agricultrices².

Les similitudes entre la situation française décrite par Rieu et celle qui prévaut au Québec et au Canada, analysée notamment par Suzanne Dion (1983), Ruth Rose-Lizée (1984), Diane Morissette (1987) et notre équipe (1988)³, sont d'ailleurs frappantes. Les agricultrices françaises et québécoises tiennent sensiblement le même discours à propos de la division sexuelle du travail qui fait qu'elles sont seules à accomplir le travail domestique proprement dit; les unes et les autres trouvent difficile le chevauchement dans un même lieu de leurs activités professionnelles et familiales. « Je suis tiraillée perpétuellement entre le travail et les enfants. Quelle est la priorité ? », dit une agricultrice française. De plus, ces femmes expriment la même frustration profonde devant l'indifférence de leur conjoint et de la société à leur égard. En fait, l'absence de reconnaissance sociale semble bien être le problème le plus important pour elles. On comprend toutefois qu'il en soit ainsi car, si cette non-reconnaissance du travail des femmes n'est pas propre au lieu agricole, son ancrage historique y est beaucoup plus profond et elle y demeure intimement liée à l'organisation familiale de la production agricole⁴.

Pourtant, dans l'ensemble, les agricultrices françaises, comme leurs consœurs québécoises, ont des réactions mesurées; elles sont énergiques, lucides, mais n'expriment pas toujours ouvertement leur insatisfaction. Il ne faudrait pourtant pas conclure trop rapidement à de la passivité ou de la résignation de leur part. Le récit de vie de Simone montre bien que, lorsque les circonstances le permettent, les agricultrices savent se ménager des marges d'autonomie

personnelle et même relever des défis. Il ne faudrait pas non plus perdre de vue que, contrairement aux autres travailleuses (mais à l'instar des « femmes collaboratrices » voir Rose-Lizée 1984), les femmes en agriculture vivent 24 heures par jour avec un homme qui est à la fois leur compagnon de travail (voire leur « patron ») et leur conjoint. Pour que la vie quotidienne soit « vivable », comme disaient nos répondantes, il faut un *minimum d'harmonie, à la fois* dans les rapports professionnels et dans les rapports conjugaux. De plus, la fin d'une union n'a pas les mêmes conséquences pour les agricultrices que pour les autres femmes : mettre fin à un mariage signifie, la plupart du temps pour elles, mettre fin également à un travail qu'elles aiment et se retrouver, du jour au lendemain, sans moyens de subsistance. Cette situation explique certainement en partie le fait que le divorce soit moins fréquent parmi les couples en agriculture que dans le reste de la population.

C'était bien la reconnaissance sociale que revendiquaient également les féministes chrétiennes québécoises au début du siècle. Reconnaissance du droit de vote certes, mais plus fondamentalement encore, reconnaissance de leurs potentialités au-delà des sphères d'influence traditionnelles de la famille et du foyer. Cependant, même si cette revendication fondamentale rejoint tout-à-fait le féminisme contemporain, le contexte politique et religieux de l'époque rendait pratiquement impossible les stratégies de lutte directe et ouverte. Les positions des féministes chrétiennes se caractérisaient donc par ce que Marie-Aimée Cliche appelle « de lourdes concessions » au clergé et l'adhésion « au dogme de la nature féminine ». L'auteure montre comment, au Canada français, cette croyance a été exploitée à fond, conjointement et cyniquement, par les hommes d'État nationalistes et les hommes d'Église puritains. Tout en proclamant bien haut l'« influence considérable » des mères et des « reines du foyer », ces hommes usèrent de leur pouvoir pour ralentir l'accès des femmes à l'éducation et les empêcher d'exercer la forme la plus élémentaire d'influence en société démocratique, le droit de vote. Marie-Aimée Cliche a raison de rappeler qu'il était peut-être plus difficile d'être féministe « modérée » à cette époque que cela ne l'est d'être radicales aujourd'hui.

La lecture de cet article permet aussi de constater que la situation actuelle du féminisme au Québec demeure à bien des égards proche de celle qui prévalait au début du siècle. La bataille sur le terrain juridique est loin d'être terminée; d'autres droits, à commencer par celui des femmes à disposer de leur propre corps, sont toujours menacés. Nous ne manquons pas non plus de maîtres à penser pour nous rappeler en quoi consiste le féminisme, le bon et, surtout, le mauvais ! De plus, alors que certaines féministes d'aujourd'hui tiennent des discours sur la différence dangereusement proches du naturalisme des siècles précédents, l'exemple des féministes chrétiennes rappelle l'impossibilité pour les femmes d'obtenir « l'égalité réelle avec les hommes » si elles acceptent « l'idée d'une différence naturelle importante entre les sexes ». Cette invitation de Cliche à la vigilance rejoint celle que faisait le Collectif de *Recherches féministes* en 1977 et celle de plusieurs autres scientifiques, comme Albert Jacquard par exemple. Aussi longtemps que le pouvoir demeure un « pouvoir sur », donc inégalement partagé entre les groupes sociaux, et que les différences sont définies et gérées par ceux qui détiennent ce pouvoir, le discours de la différence

demeure pour les femmes, comme pour tous les groupes sociaux ayant un statut de minoritaires, un discours piégé.

L'étude de Marie-Josée des Rivières est particulièrement éclairante sur ce plan. Par une analyse du contenu de la revue *Châtelaine* de 1960 à 1975, et en particulier des textes littéraires, Marie-Josée des Rivières fait apparaître les difficultés et les paradoxes qui ont caractérisé ce périodique populaire, le plus important au Québec, lorsque l'équipe de rédaction, composée de féministes, a tenté de combiner sous une même couverture les préoccupations nouvelles des femmes avec une publicité conservatrice et des rubriques traitant de « l'éternel féminin de la vie au foyer ». Plus proches dans le temps que celles observées précédemment chez les féministes chrétiennes, ces contradictions sont néanmoins tout aussi révélatrices des conséquences découlant de concessions au statu quo. Nous sommes nombreuses à nous être réjouies lorsque *Châtelaine* a semblé devenir féministe, puis à avoir graduellement perdu intérêt à sa lecture lorsqu'il devint évident qu'elle demeurerait une revue féminine à grand tirage, comme il en existe un grand nombre en Amérique du Nord. Le « décodage » des textes des nouvelles que fait la chercheuse révèle à la fois l'imaginaire des auteur(e)s et celui qu'ils et elles attribuent aux lectrices (et lecteurs) en oubliant « rarement qu'ils et elles s'adressent à des *châtelaines* ». À l'instar de Marie-Aimée CLiche pour le début du XX^e siècle, c'est une période importante dans l'histoire des femmes du Québec que Marie-Josée des Rivières fait ainsi revivre. Même si les valeurs et les mentalités avaient beaucoup évolué depuis un demi-siècle, il a tout de même fallu beaucoup de courage et de détermination aux directrices et aux journalistes féministes de *Châtelaine* pour affronter ce « monde d'hommes », comme disent Dionne et Théry en parlant de l'édition. Plusieurs écrivains et écrivaines leur sont ainsi en partie redevables de la renommée qu'ils et elles connaissent aujourd'hui auprès de la population.

Le discours naturalisant sur la différence et la complémentarité des sexes est également au cœur de la problématique de Line Chamberland sur l'existence lesbienne puisqu'il cautionne à la fois la « contrainte à l'hétérosexualité » (ou *obligatory heterosexuality*), théorisée notamment par Adrienne Rich, et le sort fait aux lesbiennes dans nos sociétés patriarcales⁵. S'inspirant de la définition initiale du concept de sexage élaboré par Colette Guillaumin (1978a) et de l'analyse raffinée de ses formes collectives et privées réalisée plus récemment par Danielle Juteau et Nicole Laurin (voir 1988 en particulier), l'auteure projette d'étudier les divers aspects de l'existence lesbienne (relations affectives, sexualité, travail, famille, etc.) et les conditions d'émergence d'une catégorie lesbienne sur les plans individuel et collectif. Dans sa théorisation, Chamberland prend en compte, non seulement les pratiques identitaires et les espaces de création propres à la culture lesbienne, mais aussi les rapports de classe et les continuités et discontinuités entre femmes, qu'elles soient lesbiennes ou hétérosexuelles. C'est là une approche originale et intégrée des rapports sociaux de sexe dont, sans doute, les résultats seront de nature à influencer aussi bien les pratiques que les théories et les méthodes féministes.

Les catégories de sexe sont centrales, une fois de plus, dans la critique que fait Micheline Beauregard de la sémiotique greismassienne et dans la nouvelle lecture qu'elle propose pour les textes littéraires. Tout en adhérant, en tant que littéraire, au principe de « priorité du texte », elle refuse d'enfermer celui-ci dans

une « esthétique de l'écriture » et de « couper le lien social »; les œuvres littéraires sont des produits sociaux, culturels et sexués. Beauregard propose plutôt un « carré sémiotique » construit sur la catégorie « genre sexuel » (ainsi nommé pour éviter toute confusion avec le genre grammatical), où féminin et masculin deviennent les deux pôles d'une catégorie qui devrait, selon elle, être considérée comme universelle au même titre que vie/mort, culture/nature. Concernant cette opposition culture/nature et la nécessité de la resituer dans son contexte social, au-delà du texte, une convergence est frappante entre la réflexion théorique de Beauregard, à partir de la sémiotique, et les travaux de beaucoup d'anthropologues (voir en particulier Nicole-Claude Mathieu 1971, 1973) même si, contrairement à elle toutefois, elles en contestent l'universalité.

Pour que l'androcentrisme disparaisse des cadres d'analyse et des œuvres littéraires, il faudra d'autres recherches et d'autres audaces méthodologiques de ce type. Je fais référence ici à la quantité et à la qualité, car même si une simple augmentation du nombre de créatrices et de critiques n'est pas en soi suffisante, il est évident, à la lumière des chiffres présentés par Pierrette Dionne et Chantal Théry, que le peu de place qu'occupent les femmes en littérature actuellement ne favorise pas une transformation rapide de l'imaginaire, qui est, il ne faut pas l'oublier, une composante idéale des rapports sociaux de sexe. Cette enquête, tout exploratoire qu'elle soit, replace néanmoins dans leurs justes proportions les percées remarquables de quelques auteures et éditrices féministes; elle rappelle une fois de plus, la nécessité d'une analyse politique, c'est-à-dire en termes de pouvoir.

Des pistes et des questions pour la poursuite de la recherche

Au-delà de ces convergences théoriques et méthodologiques, les textes réunis ici présentent d'autres points communs intéressants qui se situent cette fois sur le plan politique. Ainsi, malgré la diversité des disciplines et des champs d'intérêt, ils illustrent la compatibilité entre recherche scientifique et engagement politique⁶. Le ton est sans équivoque, la position féministe des auteures est claire. C'est toutefois dans les problématiques, les objectifs, les questions et les méthodes que celles-ci effectuent ce dépassement de la pseudo-objectivité⁷ et de la pseudo-neutralité attribuées à la démarche scientifique et que ces recherches innovent. Dans *The Everyday World as Problematic* (1987), Dorothy Smith met en garde les féministes contre la création de théories, de méthodes et de textes qui, dans le processus d'institutionnalisation que connaît actuellement le féminisme⁸, peuvent acquérir une autorité indépendance du monde où nous vivons et d'où naissent nos productions intellectuelles. C'est une préoccupation du même ordre qu'exprimait Christine Delphy (1981) lorsqu'elle rappelait aux intellectuelles féministes l'importance de leur colère et que montrent également les auteures de ce numéro.

De plus, les huit recherches contredisent deux discours ambivalents qui ont cours depuis quelques années à propos des femmes et à propos du féminisme. Je fais référence d'une part, au discours selon lequel les femmes n'auraient en fin de compte rien gagné à sortir de leurs lieux et rôles traditionnels et qui suggère à mots couverts que le féminisme aurait en quelque sorte trompé les femmes. Le cas des gestionnaires de l'enquête d'Andrew, Coderre, Daviau et Denis est

particulièrement intéressant; ces femmes ne correspondent pas au cliché de la « superfemme » épuisée, au bord de la dépression nerveuse, dont les médias laissent entendre qu'elle serait sur le point de retourner à la vie plus tranquille de femme au foyer. Ces « reportages » nostalgiques, qui paraissent de temps à autre dans les périodiques à grand tirage, et en particulier dans les magazines féminins, confortent le sexisme — moins tonitruant mais — toujours bien vivant dans nos sociétés et caricaturent la réalité⁹ des femmes au travail et des couples auxquels plusieurs appartiennent. De plus, les hommes ne constituent plus la référence unique ni même principale de ces femmes. La réalité des femmes au travail est complexe et diversifiée; l'examen de la situation des femmes en agriculture le démontre également. Seules des recherches scientifiques, autant que possible féministes, permettront de prendre véritablement la mesure du changement.

Il y a quelques années, Marie-José Chombart de Lauwe, faisant référence aux jeunes des années 1960 et 1970 qui reproduisaient les comportements sexistes observés chez leurs parents, écrivait que « tout se passe au moment de la formation des couples, où les jeunes en entrant dans des rôles nouveaux pour eux, ont tendance à se référer aux modèles qu'ils ont vécus » (Chombart de Lauwe 1978 : 264). Comme rien ne permet de penser que les jeunes d'aujourd'hui procèdent différemment, ne faudrait-il pas se pencher, davantage que nous ne l'avons fait en recherche féministe jusqu'à présent, sur les attitudes et les comportements des jeunes femmes et des jeunes hommes au début de la vingtaine ? Ces jeunes qui, en principe, ont été sensibilisé(e)s au sexisme durant leur enfance et leur adolescence, qui ont grandi pendant ces vingt années de luttes féministes, et dont la mère est peut-être même féministe, quels comportements ont-elles, ont-ils en couple ? En tant que parent à leur tour ? Quelles sont leurs représentations des rapports femmes-hommes, de la vie de couple, de la famille, de la vie professionnelle ? Il y aurait là certainement beaucoup à apprendre sur la nature et la profondeur (ou non) du changement en cours. Dans le même ordre d'idées, étant donné les cris d'alarme lancés de part et d'autre à propos de « la décroissance démographique et ses implications »¹⁰, il serait temps de combler les lacunes dans nos connaissances quant au point de vue des premières intéressées, les femmes.

L'autre discours auquel je fais référence est construit autour de l'accusation de victimisation des femmes portée contre les féministes. Cette accusation mérite qu'on s'y attarde un peu. Cette critique est-elle fondée sur des faits ou s'agit-il d'une nouvelle tentative, plus sophistiquée de dévalorisation des travaux et de culpabilisation des féministes ?¹¹. Il est difficile de répondre avec assurance, car il faudrait pouvoir identifier plus clairement ce qui, dans une telle accusation, relève d'une préoccupation sincère pour le sort fait aux femmes et ce qui n'est qu'un refus de reconnaître le caractère politique des rapports femmes-hommes. Il est bien évident qu'en situant l'analyse sur le plan politique, la recherche féministe identifie et nomme l'oppression et, par le fait même, elle identifie et nomme aussi les victimes et les oppresseurs. De plus, dans l'histoire et dans la théorie, l'analyse de l'oppression ne doit-elle pas précéder celle de la résistance à l'oppression ? Or, l'analyse de l'oppression des femmes ne remonte pas bien loin dans l'histoire; dans bien des domaines, son existence n'est même pas admise. Néanmoins, la victimisation des femmes serait à éviter parce qu'elle n'offrirait

qu'une vision partielle de la réalité et qu'elle pourrait avoir un effet démoralisateur-démobilisateur sur les femmes. Mais si la victimisation est à éviter, son contraire, la glorification (*glamorization*) de la moindre manifestation d'autonomie individuelle des femmes, en particulier dans la sphère domestique, est tout aussi, sinon plus, dangereuse encore. Dans la région caraïbe, par exemple, les chercheuses locales sont beaucoup plus préoccupées des effets de la seconde, parce qu'elle conforte le statu quo, que de la première; la préoccupation est manifeste dans beaucoup de leurs écrits. Nous sommes ici au cœur des enjeux du pouvoir.

Comme le rappelle Simone Landry « la perception du pouvoir » est « marquée du sceau de l'ambiguïté »; le pouvoir « est vu comme mauvais lorsqu'il s'emploie à dominer, soumettre et contraindre », mais il est, au contraire, « perçu comme bon si on le définit par la capacité d'agir et de créer ». Or, l'ambiguïté ne se situe pas seulement dans le fait que ce sont là deux conceptions opposées du même concept mais surtout, comme l'illustrent les huit contributions à ce numéro, dans le fait que le même terme est utilisé pour qualifier des réalités en partie différentes et qui se produisent dans des lieux et à des niveaux sociaux différents. Des précisions s'imposent donc dans nos concepts et dans notre terminologie si nous voulons nous comprendre en tant que chercheuses et, davantage encore, en tant que féministes, pour pouvoir évaluer le changement dans les rapports sociaux de sexe.

Dans l'état actuel de la théorie féministe, il m'apparaît que le pouvoir défini comme domination est un « pouvoir sur » les autres; il caractérise principalement, mais pas exclusivement, la structure et le fonctionnement global des rapports sociaux de sexe dans les sociétés patriarcales/viriarcales¹²; c'est cette forme de pouvoir que le féminisme vise à abolir. Le pouvoir comme capacité de création et d'action, au contraire, se manifeste surtout aux niveaux interindividuel et groupal; les termes mêmes s'appliquent difficilement à ce qui passe au niveau des sociétés globales. Il m'apparaît alors qu'au plan macrosocial, les femmes sont sans pouvoir véritable, sans influence en tant que groupe sur le destin de leur société, même en ce qui les concerne au premier chef (codes de la famille, lois sur l'avortement, etc.), alors qu'au plan microsociale, au contraire, il leur est possible, comme on le voit pour les leaders dans les groupes restreints étudiés par Simone Landry et dans le cas de Simone présenté par Anne-Marie Rieu, de conserver une autonomie et un contrôle relatifs par rapport aux autres personnes de leur entourage et aux hommes en particulier. Il leur est ainsi possible d'avoir un certain impact, plus ou moins grand selon les cultures, les époques et les classes sociales, sur leur environnement physique et humain. Cependant, à moins d'être intégrées dans des luttes politiques à visées plus globales, l'autonomie et l'influence interpersonnelles des femmes demeurent limitées, sans influence socio-politique réelle. Un des défis du mouvement et de la recherche féministes consiste précisément, selon moi, à favoriser l'autonomie personnelle des femmes dans leur vie quotidienne, leur travail, leur couple, etc., sans jamais perdre de vue l'objectif de changement social global et surtout sans confondre progrès individuel et changement social. Cela exige, comment l'ont compris les huit auteures de ce numéro, de toujours situer son objet, fut-ce le pouvoir lui-même comme pour Landry, dans la structure des rapports sociaux de sexe, bref de toujours contextualiser nos démarches¹³.

Ceci dit, il n'en reste pas moins que la dévalorisation de la recherche féministe est bien réelle. Même si depuis une dizaine d'années, l'attitude de la communauté scientifique à l'égard des productions féministes a évolué dans le sens d'une plus grande reconnaissance, il s'agit d'une reconnaissance minimale et d'une évolution lente et ambivalente. Au début, les travaux féministes pouvaient être assez facilement ignorés; c'est d'ailleurs toujours largement le cas aujourd'hui. Dans un court texte, publié en 1978b mais toujours d'actualité, Colette Guillaumin, appelait ce phénomène « la transparence des femmes » : les écrits de femmes sont « allègrement » jetés « aux oubliettes de l'histoire » et leurs propos ne sont pas entendus. Cependant, lorsqu'il devint évident que nous ne renoncerions pas à notre cadre d'analyse et que celui-ci, au contraire, s'implanterait dans les diverses disciplines, nous ignorer s'avéra de plus en plus difficile. Aussi connaissons-nous maintenant diverses formes de dévalorisation, plus ou moins systématiques. Il y a d'abord la dévalorisation claire (à ne pas confondre avec une opposition franche et directe) qui décrète : « le féminisme, c'est pas sérieux » ou « c'est dépassé ». Sauf lorsque nos détracteurs tablent, comme c'est le cas trop souvent, sur leur autorité professorale pour en convaincre de jeunes étudiants et étudiantes, cette forme de dévalorisation n'est pas difficile à supporter; en fait, elle fait partie du « jeu » dans toutes les disciplines. Il y a encore la disqualification de nos analyses qui, du fait de leur caractère politique, ne pourraient pas être scientifiques (Guillaumin 1981), mais cette forme de dévalorisation m'apparaît moins virulente actuellement. Il y a encore et surtout le paternalisme et les leçons de vrai féminisme que nous prodiguent « nos amis », si bien dépeints par Christine Delphy en 1977. La différence, c'est qu'aujourd'hui ces « amis » ne se situent plus seulement à l'extérieur ou à la marge du mouvement, mais revendiquent la parole de l'intérieur même du féminisme. Comme le note Elizabeth Weed, nous sommes maintenant en présence d'un sauveur :

we are presented with a savior [...] the male theorist whose presence in the margins of feminism will provide the material sexual difference that will keep feminist theory radical and subversive.

Weed 1987 : 73

En effet, en l'absence de changements significatifs dans les rapports sociaux de sexe, dans quelle mesure la dynamique de cette prise de parole masculine est-elle différente de celle décrite par Delphy, il y a une dizaine d'années ? C'est toujours d'une double position de dominance (dans la société globale et dans le monde académique) que ces féministes mâles prennent la parole. Et il apparaît que ces interventions visent souvent à définir notre mouvement. Sans refuser le dialogue avec ceux que j'appellerais les hommes de bonne volonté, une certaine vigilance est tout de même de mise. Pourtant, paradoxalement, il faut se réjouir des nouvelles formes de dévalorisation-disqualification auxquelles nous avons dorénavant droit puisqu'elles se situent davantage au plan des idées et font la preuve d'une augmentation, aussi mince soit-elle, du statut de nos travaux. Cependant, nous ne pourrions nous réjouir pleinement de notre changement de statut que lorsque la critique à notre égard ne découlera plus du double standard de ceux et celles qui nous l'appliquent. Car il faudrait expliquer comment il se fait, pour reprendre l'exemple de la

victimisation, que l'analyse féministe de la situation des femmes soit de la victimisation alors que l'analyse marxiste du prolétariat ou celle des populations amérindiennes ou celle du sous-développement n'en seraient apparemment pas.

En conclusion, même si ces huit articles et notes de recherche ne peuvent être considérés comme représentatifs de l'ensemble de la recherche féministe de la fin des années 1980, ils fournissent néanmoins un aperçu significatif des convergences qui existent dans le questionnement féministe à travers divers champs du savoir, divers horizons théoriques et disciplinaires et sur le plan méthodologique. Comme ils n'ont fait l'objet d'aucune entente préalable entre les auteures, leurs convergences n'en sont que plus intéressantes et plus réelles. Mais au-delà des convergences actuelles, ces contributions favorisent, comme on vient de le voir, l'émergence de questions qui favorisent la poursuite de la recherche, tant sur le plan théorique que sur les plans épistémologique et méthodologique.

Huguette Dagenais
Département d'anthropologie
Université Laval

Notes

1. Après avoir lu ce texte, je peux témoigner qu'il est très difficile de ne pas être distraite aux réunions, de ne pas tenter d'appliquer, au moins en partie, la grille d'observation de Landry.
2. La Fédération des agricultrices du Québec a vu le jour officiellement en septembre 1987. Les agricultrices qui adhèrent à la Fédération par le biais des associations régionales le font sur une base professionnelle et syndicale. La Fédération est d'ailleurs associée au regroupement syndical qu'est l'Union des producteurs agricoles (UPA).
3. Je fais référence ici à une enquête que j'ai dirigée dans le cadre d'un projet de recherche et d'animation intitulé *Qualité de vie en agriculture au Québec*, et réalisé, de 1986 à 1989, en collaboration avec Pierrette Bouchard, professeure à l'Université Laval, et la Fédération des agricultrices du Québec, grâce à une subvention du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science. Les faits saillants de cette enquête auprès de 29 couples et 29 agricultrices, soit 58 femmes, 29 hommes et près de 60 entreprises (ou exploitations, dans la terminologie française) ont fait l'objet d'une publication par Dagenais, Larose, Sévigny et Dallaire (1988). On trouvera un bref historique de la Fédération des agricultrices du Québec dans Dagenais 1987b.
4. On se rappelle bien sûr que c'est au stade du développement de l'agriculture que les théoriciennes et théoriciens évolutionnistes et néo-évolutionnistes font remonter l'apparition de la famille patriarcale et qu'Engels situe « la grande défaite historique du sexe féminin ».
5. Après plusieurs années de mise en sourdine, la réflexion théorique sur le concept de patriarcat semble vouloir reprendre avec une certaine vigueur. Enrichie par le développement de la recherche empirique féministe au cours de ces dix dernières années et mise au défi par la nécessité de concepts opératoires pour la poursuite de cette recherche, la démarche apparaît d'emblée prometteuse. Il faut souhaiter toutefois qu'elle ne dégénère pas en débat formel pour théoriciennes seulement, comme ce fut le cas autour du travail domestique dans les années 1970. Sur le concept de patriarcat, voir, par exemple, les articles de Joan Acker (1989), Bonnie J. Fox (1988), Gerda Lerner (1986), Malcolm Waters (1989) et Sylvia Walby (1989).
6. Et la nécessité d'une revue comme celle-ci pour en rendre compte.

7. Ces termes sont de moi. Même si je reconnais la difficulté qu'il y aurait actuellement à abandonner entièrement l'usage du terme objectivité, j'estime que le postulat de l'objectivité scientifique devrait être soumis à une critique épistémologique et politique plus poussée, comme le fut celle de la neutralité à partir des années 1960; cette dernière est dorénavant perçue comme un paravent commode derrière lequel les gens de science ont tenté de se dissimuler pour éviter leur responsabilité sociale. La distance critique, la rigueur, la systémativité nécessaires à toute démarche scientifique peuvent, selon moi, être atteints plus efficacement par la reconnaissance et le contrôle de la subjectivité, inévitable en science comme dans toute entreprise humaine, que par sa négation. Dans le contexte actuel, je comprends cependant que plusieurs chercheuses féministes préfèrent, par conviction ou par stratégie, continuer d'utiliser le terme d'objectivité; au-delà de la terminologie, l'essentiel est que nous nous rejoignons dans nos exigences de rigueur. Comme le rappelle Dorothy Smith, entreprendre « une sociologie *pour* les femmes est un travail qui « doit se faire bien et de façon responsable (et là où d'autres peuvent se fier à nos analyses afin de guider leur pratique, être correct revêt une grande importance) » (Smith 1981 : 144). C'est pourquoi, il m'apparaît urgent de dénoncer la confusion pernicieuse entre subjectivité et subjectivisme entretenue par nos détracteurs à propos des travaux féministes.
8. Institutionnalisation bien partielle et combien fragile, faut-il le préciser. . .
9. Comme s'en étonner quand on sait que les médias, toujours à l'affût de formules-chocs, ont décrété, depuis un bon moment déjà, que nous vivons maintenant à l'ère du « post-féminisme ».
10. C'est là le titre du Volume 15 numéro 2 des *Cahiers québécois de démographie* publié en octobre 1986; aucun des articles ne porte spécifiquement sur les femmes. Pour des analyses partant du point de vue des femmes et théorisant les rapports entre travail domestique et travail salarié, voir Kempeneers (1987), à propos de ladite crise, de même que Le Bourdais, Hamel et Bernard (1987). C'est encore une vision unitaire et mythique de la famille qui, me semble-t-il, caractérise actuellement au Québec le débat autour de « la famille » et de la politique familiale alors que, pourtant, les comportements des femmes et des hommes font éclater une telle représentation et invitent à plus d'imagination (voir à ce propos le très informatif volume XXVIII, 2-3 1987 de la revue *Recherches sociographiques*).
11. Contrairement à l'analyse politique féministe, le discours sur la victimisation est très bien reçu par les collègues, particulièrement les plus antiféministes. Ce fait devrait d'ailleurs suffire à éveiller notre suspicion à son propos. . .
12. Viriarcal est un terme peu utilisé. Son sens demeure flou, mais il m'apparaît plus descriptif que celui de patriarcal pour désigner les sociétés à dominance mâle.
13. La contextualisation de la recherche et de la chercheuse est selon moi un des grands principes de la recherche féministe (voir Dagenais 1987a). La démarche de toutes et chacune des auteures de ce numéro montre que je ne suis pas la seule à penser ainsi.

RÉFÉRENCES

- ACKER, Joan
1989 « The problem with patriarchy », *Sociology*, 23,2 : 235-240.
- CHOMBART DE LAUWE, Marie-José
1978 « La transmission sociale des catégorisations relatives au sexe », in *La condition féminine*, Centre d'étude et de recherche marxistes. Paris, Anthropos : 253-264.
- COLLECTIF
1977 « Variations sur des thèmes communs », *Questions féministes*, 1, novembre : 3-19.

- DAGENAIS, Huguette
 1987a « Méthodologie féministe et anthropologie : une alliance possible », *Anthropologie et sociétés*, 11, 1 : 19-44.
- DAGENAIS, Huguette (sous la dir. de)
 1987b *Le mouvement des femmes en agriculture au Québec*. Université Laval, Groupe de recherche multidisciplinaire féministe, Cahier de recherche n° 14.
- DAGENAIS, Huguette, Marie-Claire LAROSE, Albert SÉVIGNY et Suzanne DALLAIRE
 1988 *La qualité de vie des femmes en agriculture : faits saillants d'une recherche*. Fédération des agricultrices du Québec et Groupe de recherche multidisciplinaire féministe de l'Université Laval.
- DELPHY, Christine
 1977 « Nos amis et nous. Les fondements cachés de quelques discours pseudo-féministes », *Questions féministes* 1, novembre : 21-49.
 1981 « Le patriarcat, le féminisme et leurs intellectuelles », *Nouvelles questions féministes*, 2, octobre : 59-74.
- DION, Suzanne
 1983 *Les femmes dans l'agriculture au Québec*. Longueuil, Les Éditions de la Terre de chez nous.
- FOX, Bonnie J.
 1988 « Conceptualizing 'patriarchy' », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 25,2 : 163-182.
- GUILLAUMIN, Colette
 1978a « Pratique du pouvoir et idée de Nature. (1) L'appropriation des femmes » et « (2) Le discours de la Nature », *Questions féministes*, 2, février : 5-30 et 3, mai : 5-28.
 1978b « De la transparence des femmes. Nous sommes toutes des filles de vitrières », *Questions féministes*, 4, novembre : 51-54.
 1982 « Femmes et théories de la société : remarques sur les effets théoriques de la colère des opprimées », *Sociologie et sociétés*, XIII, 2 : 19-31.
- KEMPENEERS, Marianne
 1987 « Questions sur les femmes et le travail : une lecture de la crise », *Sociologie et sociétés*, XIX, 1 : 57-71.
- LE BOURDAIS, Céline, Pierre J. HAMEL et Paul BERNARD
 1987 « Le travail et l'ouvrage. Charge et partage des tâches chez les couples québécois », *Sociologie et sociétés*, XIX, 1 : 37-55.
- LERNER, Gerda
 1986 *The Creation of Patriarchy*. Oxford, Oxford University Press.
- MATHIEU, Nicole-Claude
 1971 « Notes pour une définition sociologique des catégories de sexe », *Épistémologie sociologique*, 11 : 19-39.
 1973 « Homme-culture et femme-nature ? », *L'Homme*, XIII, 3 : 101-113.

MORISSETTE, Diane (sous la dir. de)

- 1987 *Place aux femmes dans l'agriculture*. Ottawa, Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme.

SMITH, Dorothy

- 1981 « Le parti-pris des femmes » in *Femmes et politique*. Sous la direction de Yolande Cohen, Montréal, Le Jour : 139-144.
- 1987 *The Everyday World as Problematic. A Feminist Sociology*. Toronto, University of Toronto Press.

WALBY, Sylvia

- 1989 « Theorizing patriarchy », *Sociology*, 23,2 : 213-234.

WATERS, Malcolm

- 1989 « Patriarchy and viriarchy : an exploration and reconstruction of concepts of masculine domination », *Sociology*, 23,3 : 193-211.

WEED, Elizabeth

- 1987 « Men's place » : 71-77 in *Men in Feminism*. Alice Jardine et Paul Smith (éds). New York et Londres.